

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 09/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AUREADE

AV DES CRAYERES
ZONE INDUSTRIELLE DE LA VEUVE
51520 La Veuve

Références : D3 i 2025 - 841
Code AIOT : 0005702761

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2025 dans l'établissement AUREADE implanté AV DES CRAYERES ZONE INDUSTRIELLE DE LA VEUVE 51520 La Veuve. L'inspection a été annoncée le 11/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUREADE
- AV DES CRAYERES ZONE INDUSTRIELLE DE LA VEUVE 51520 La Veuve

- Code AIOT : 0005702761
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité de valorisation énergétique de déchets de La Veuve est implantée depuis 2006 et exploitée par la société AUREADE. Cette installation se compose :

- d'une unité d'incinération (UVE) à partir de déchets ménagers et de boues de stations d'épuration associée à une unité de valorisation énergétique (production d'électricité),
- d'une unité de valorisation agronomique (UVA) (plate-forme de compostage) à partir de déchets verts.

Les mâchefers produits par l'UVE sont maturés sur le site en vue d'une utilisation en technique routière.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nature et origine des déchets entrants	AP Complémentaire du 18/03/2022, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Stockage des balles	AP Complémentaire du 23/12/2024, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Surveillance des balles	AP Complémentaire du 23/12/2024, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Fosse à déchets – caméra thermique	AP Complémentaire du 20/10/2017, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Fosse à déchets – canons à eau	AP Complémentaire du 20/10/2017, article 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
9	Moyen incendie – ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 7.3.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Réexpédition des balles	AP Complémentaire du 23/12/2024, article 2	Sans objet
7	Fosse à déchets – hauteur de stockage	AP Complémentaire du 20/10/2017, article 4	Sans objet
8	Fosse à déchets	AP Complémentaire du 20/10/2017,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	– procédure	article 4	
10	Convention réserve incendie	AP Complémentaire du 03/02/2015, article 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un certain nombre de documents et justificatifs ont été fournis par l'exploitant à l'issue de la visite : origine des déchets entrants, suivi et conditions du stockage des balles de déchets plastiques, maintenance et travaux sur les équipements de défense incendie (détecteurs, caméras thermique et canons à eau).

Le SDIS de la Marne a également réalisé une visite sur site le 02/10/2025 permettant de confirmer la disponibilité des moyens de défense incendie.

Il est attendu un porter-à-connaissance de la part de l'exploitant pour régulariser certaines modifications du site (défense incendie et stockage des balles).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature et origine des déchets entrants

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2022, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Nature et origine des déchets entrants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément au plan de prévention et priorité décroissante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prioritairement, de l'ensemble des communes qui confient le traitement de leurs déchets au Syndicat de valorisation des ordures ménagères de la Marne (SYVALOM), auquel adhèrent les communes de Haute- Marne du Syndicat mixte interdépartemental de ramassage des déchets (SMIR) de Bocage et Champagne ; - des autres communes de la Marne et notamment de la Communauté urbaine du Grand Reims, par exemple en cas d'indisponibilité de l'unité d'incinération REMIVAL ; - du département de la Marne ; - des départements limitrophes suivants : les Ardennes, l'Aube, la Haute-Marne, la Meuse ; - des départements de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et des Vosges ; - du centre de regroupement des déchets de l'Association Intercommunale pour la Valorisation et la Protection de l'Environnement (AIVE) de Habay-La-Neuve (Belgique) dans la limite de 5000 tonnes par an. <p>Les déchets en provenance des départements hors Marne peuvent être traités dans la limite de 23000 tonnes par an, et dans le strict respect du principe de proximité et de la hiérarchie des modes de traitement. La valorisation des déchets d'activité économique en tant que</p>

Combustibles solides de récupération (CSR) est privilégiée à une valorisation énergétique de gestion des déchets de la Région Grand Est, les déchets traités proviennent, par ordre de par incinération en Unité de valorisation énergétique (UVE).

Constats :

Constats

L'exploitant a transmis à l'Inspection ses registres de déchets entrants et sortants sur l'année 2024. Après analyse, l'Inspection constate que 101 753 t ont été acceptées sur le site en 2024, dont 94 069 t traités dans l'UVE (110 000 t/an autorisés) et 7 684 t de biodéchets recyclées (28 000 t/an autorisés) ;

Parmi les déchets entrants de 2024, l'Inspection constate la présence de :

- Code déchets 16 01 99 : 196 t de déchets issus des véhicules hors d'usage (VHU)
- Code déchets 19 12 10 : 2 961 t de CSR non conforme

L'exploitant a apportés des justificatifs sur ces deux codes par courriel du 06/09/2025.

Parmi les déchets entrants de 2024, l'Inspection constate que les départements d'origine des déchets sont les suivants :

- Départements autorisés par arrêté préfectoral :

Aube (10) : 17 t

Marne (51) : 91 643 t

Haute Marne (52) : 3 360 t

Meurthe-et-Moselle (54) : 5 238 t

Moselle (57) : 555 t

Vosges (88) : 157 t

Les déchets provenant de départements du Grand Est, hors Marne, ne dépassent pas la limite autorisée de 23 000 t/an.

L'Inspection a constaté que le registre des déchets sortants comprend bien les détournements vers REMIVAL à Reims (UVE) et ONYX EST à Beine Nauroy (ISDND).

- Départements non autorisés par arrêté préfectoral :

Hérault (34) : 4,8 t de 20 03 01 (déchets résiduel après tri)

Nord (59) : 143 t de 19 12 12 (refus tri CS)

Rhône (69) : 13 t de 16 01 99 (déchets résiduels incinérables)

Paris (75) : 33 t de 20 03 01 (déchets résiduel après tri)

Yvelines (78) : 127 t de 19 12 12 (refus tri CS)

Seine-Saint-Denis (93) : 90 t de 19 12 12 (refus tri CS) et 20 03 01 (déchets résiduel après tri) ;

Val de Marne (94) : 249 t de 19 12 12 (refus tri CS).

Le 06/09/2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection des explications : les départements non autorisés sont les sièges sociaux de producteurs de déchets. Quelques apports sont tout de même issus de départements non autorisés, issus de détournements de déchets du centre de tri voisin en travaux : Nord (101 t), Yvelines (106 t), Seine-Saint-Denis (82 t) et Val-de-Marne (249 t).

(249 t).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, sous un délai d'un mois :

- la justification de la résorption de la présence de départements non autorisés dans la liste des producteurs de déchets entrants : Nord (59), Yvelines (78), Seine-Saint-Denis (93) et Val-de-Marne (94).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Stockage des balles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2024, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des balles

Prescription contrôlée :

Les déchets réceptionnés peuvent être mis en balles, en vue d'un stockage temporaire avant une incinération ultérieure.

Le stockage en vrac des ordures ménagères avant mise en balles est strictement limité à 48 h. En cas de dépassement, ces déchets sont immédiatement évacués vers un autre centre et/ou incinérés.

Les balles sont stockées au maximum 6 mois avant d'être incinérées. Les justificatifs sont disponibles sur place pour vérifier ce temps de stockage.

Constats :

Sur site, l'Inspection n'a pas constaté de stockage en vrac d'ordures ménagères destinées à la mise en balle.

Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'Inspection les justificatifs de suivi de la durée de stockage des balles, garantissant un délai maximum de 6 mois de stockage sur site. Par courriel du 06/09/2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection une copie de son registre de suivi des balles comportant les balles en stock, des balles réalisées et des balles consommées. Il indique également que les lots de différentes campagnes de production sont identifiées par des couleurs différentes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, sous un délai d'un mois :

- la justification du suivi de la durée de stockage des balles, garantissant un délai maximum de 6 mois de stockage sur site.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Surveillance des balles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des balles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'absence de dégagement et de fermentation des déchets fait l'objet de contrôles réguliers prévus par une consigne tenue à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p> <p>Les balles des ordures ménagères sont protégées par un filet et un film enrubanné afin de freiner la fermentation des déchets.</p> <p>La zone de stockage couverte pour le stockage des déchets mis en balles, d'une surface de 915 m² doit être disponible en permanence pour le stockage de 1500 tonnes de balles correspondant à un arrêt technique minimum de 8 jours.</p> <p>Le stockage des balles sera réalisé sur une hauteur de trois rangs au maximum.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur site, l'Inspection n'a pas constaté la présence d'une consigne de contrôle régulier de suivi de dégagement et de fermentation des déchets. Cette consigne est incluse dans la tournée hebdomadaire sur site. Le mode opératoire a été transmis par l'exploitant dans son courriel du 06/09/2025.</p> <p>L'Inspection a constaté la présence de protection sur les balles (un filet et un film enrubanné) et d'une zone de stockage couverte pour le stockage des déchets mis en balles, d'une surface supérieure à 915 m². Cependant, cette zone n'est pas matérialisée et sa disponibilité n'est donc pas garantie dans le temps.</p> <p>La hauteur de stockage respecte la hauteur de trois rangs maximum.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, sous un délai d'un mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la justification de la matérialisation physique d'une surface de 915 m², disponible en permanence pour le stockage de 1500 tonnes de balles correspondant à un arrêt technique minimum de 8 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Réexpédition des balles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2024, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Réexpédition des balles
Prescription contrôlée : L'activité ne s'apparente à une installation classée relevant de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : à ce titre, la réexpédition de balles n'est pas autorisée en situation de fonctionnement nominale de l'installation de traitement. Toute réexpédition de balles fait, a minima 7 jours ouvrés avant la mise en application, l'objet d'une information préalable à l'inspection des installations classées. Une traçabilité des réexpéditions est réalisée et tenue à disposition de l'Inspection des installations classées. »
Constats : L'exploitant a déclaré à l'Inspection ne pas réaliser de réexpédition de balle, ce qui a été confirmé par sondage dans le registre de déchets sortants. Par sondage, l'Inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Fosse à déchets – caméra thermique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2017, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Fosse à déchets – caméra thermique
Prescription contrôlée : Caméra thermique et détection incendie : Une caméra thermique permet de détecter toute élévation anormale de température au niveau de la fosse. Cette caméra émet une alarme sonore dès lors que la température est supérieure à 70 °C et est régulièrement étalonnée. La fosse à déchets est équipée de détecteurs incendie, Au fur et à mesure de leur remplacement, ces derniers sont conformes à la norme NFS 61-970.
Constats : L'exploitant a transmis à l'Inspection un rapport de vérification du 05/11/2024 de la caméra thermographique de la fosse, dans lequel est fait mention le paramétrage de la plage de température mais la réalisation d'un étalonnage n'est pas explicitée. Concernant les détecteurs incendie, l'exploitant a transmis à l'Inspection les rapports de vérification du 02/04/2024 et du 06/11/2024. Le dernier rapport (06/11/2024) fait état de nombreux points en dérangement ou hors service. Les documents transmis ne permettent pas d'attester de la conformité des équipements à la norme NFS 61-970.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, sous un délai d'un mois : - la justification de la réalisation d'un étalonnage de la caméra thermique, lors des vérifications

par le prestataire externe ; - la justification de la conformité à la norme NFS 61-970 des détecteurs incendie remplacés progressivement ;
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Fosse à déchets – canons à eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2017, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Fosse à déchets – canons à eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- Canons à eau :</p> <p>La fosse de réception des déchets est équipée de deux canons à eau additivée fixes, positionnés en point haut. Le débit cumulé des deux canons est de 250 m3/h.</p> <p>Leur mise en service est prévue par consigne et le pointage des canons est asservi à la zone repérée par la caméra thermique comme étant un point chaud, L'exploitant dispose d'une possibilité de faire fonctionner ces canons manuellement et de manière autonome en arrosage large plein régime afin de permettre le maintien d'un arrosage de la fosse en cas d'incendie nécessitant l'évacuation du personnel.</p> <p>Des tests de fonctionnement des canons à eau sont réalisés tous les 15 jours.</p> <p>Un canon à eau mobile est mis en place à proximité du quai de déchargement. Ce canon est à fonctionnement manuel et est mis en œuvre par une personne spécialement protégée des flammes et formée. Son débit est de 80 m3/h. Il peut être utilisé comme moyen de secours au niveau de la zone de stockage des balles.</p> <p>Les trois canons sont alimentés par la réserve de 250 m3 associée aux moyens internes d'intervention ;</p>
<p>Constats :</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin-top: 10px;"> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection un bon d'intervention du 28/05/2024 de vérification et de maintenance des installations d'extinctions (caméra thermique, canon 1, canon 2, vitre pontier et trémie) qui préconise une remise en état (trémie, vitre pontier, USD, bassin). Par courriel du 06/09/2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection une partie des justificatifs d'intervention pour résorber ces écarts, il manque encore les justificatifs de la trémie et de l'USD.</p> <p>L'exploitant a également transmis à l'Inspection un rapport de maintenance du 05/11/2024 du système de protection incendie par canon. Ce rapport fait mention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une non conformité sur la commande pour canon en salle pontier - d'une détérioration du câble d'alimentation du canon n°2 - d'un problème de pompe RIA. </div>

- d'un problème de pompe RIA.

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection les justificatifs d'intervention pour résorber ces écarts.

Sur place, l'Inspection a constaté que les pompes alimentant les canons à eaux ont un débit nominal permettant de respecter les 250 m³/h demandés. L'exploitant a procédé à un test concluant de mise en service des canons fixes et mobiles lors de la visite.

Des tests de fonctionnement des canons fixes sont réalisés régulièrement par l'exploitant et consignés dans un registre numérique. L'Inspection demande à l'exploitant d'inclure le canon mobile dans ses tests réguliers.

Les opérateurs susceptibles de manipuler le canon mobile disposent d'équipements de protection résistants au feu. Par courriel du 06/09/2025 l'exploitant a présenté les justificatifs du débit de 80 m³/h du canon mobile. La formation à ce canon n'est pas formalisée.

Sur site, l'Inspection constate que le stockage des balles n'est pas effectué à l'endroit prévu dans les dossiers de l'exploitant et le canon mobile ne peut donc pas être utilisé pour défendre le stockage de balles. L'endroit prévu pour le stockage des balles identifié dans la dernière étude de danger de 2012 est occupé par le stockage des machefers. Cette modification des conditions d'exploitation n'a pas été portée à la connaissance du Préfet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection,
sous un délai d'un mois :

- les justificatifs d'intervention pour résorber les écarts des rapports de vérification du système de protection incendie du 28/05/2024 et du 05/11/2024 ;

- la justification de la formation des opérateurs à la mise en œuvre du canon mobile ;

sous un délai de quatre mois :

- un porter à connaissance relatif aux modifications des lieux de stockages de balles et des moyens de défense incendie associés, avec tous les éléments d'appréciation des modifications.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Fosse à déchets – hauteur de stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2017, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Fosse à déchets – hauteur de stockage

Prescription contrôlée :

- Hauteur de stockage

Un système de repères faisant face à la salle de quart est mis en place afin d'identifier les hauteurs et largeurs maximales de déchets autorisées en fin de semaine à savoir 10 m de haut à partir du

<p>niveau du quai sur 9 m de large.</p> <p>La hauteur de déchets présents dans la fosse située « côté salle de quart » est maintenue au niveau du quai.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur site, l'Inspection a constaté la présence de repères de hauteur et largeur dans la fosse. La hauteur des déchets ne dépasse pas les limites autorisées.</p> <p>L'Inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Fosse à déchets – procédure

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2017, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Fosse à déchets – procédure</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- Procédures</p> <p>Une personne dédiée à la surveillance des installations est présente en permanence dans la salle de quart. Toute sortie du personnel en poste est conditionnée à la présence d'un suppléant, y compris en période de maintenance.</p> <p>En cas d'absence de surveillance, la fosse doit être vidée.</p> <p>Une procédure de maintenance spécifiquement adaptée au risque est mise en place pour tout travail par point chaud pouvant générer un risque d'incendie au niveau de la fosse. Au besoin, la fosse est vidée.</p> <p>L'exploitant définit une procédure interne d'urgence en cas de déclenchement d'alarme liée à un point chaud au niveau de la fosse.</p> <p>Un exercice d'urgence complet est réalisé au moins une fois par an ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une procédure de travail par point chaud ; - une procédure de réaction en cas d'incendie ; - les compte-rendus des tests de situation d'urgence, réalisés le 27/06/2023 et le 04/04/2024. <p>Par sondage, l'Inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Moyen incendie – ressource en eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 7.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyen incendie – ressource en eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et</p>

conformes aux normes en vigueur, notamment :

- 2 poteaux normalisés assurant un débit de 120 m³/h sous 1 bar de pression dynamique, dont l'un sera situé à 100 m au plus de l'entrée du site,

- 2 réserves artificielles: une de 120 m³ externe au site mais située à proximité de son entrée, et une de 250 m³ à l'intérieur du site.

Les points d'aspiration associés doivent toujours être d'un accès facile et aménagés au plus près de la réserve afin de constituer des aires ou plates-formes dont la superficie sera telle que la manœuvre des engins et la manipulation du matériel puissent s'effectuer aisément.

Cette superficie sera au minimum :

de 12 m² (4 m de longueur et 3 m de largeur pour les motopompes)

de 32 m² (8 m de longueur sur 4 m de largeur pour les autopompes).

La hauteur pratique d'aspiration ne devra pas dépasser 5 m au-dessous de l'axe de la pompe avec une immersion de la crépine de 0,80 m au-dessous du niveau le plus bas du plan d'eau. Ces points d'aspiration seront en tous temps signalés par des pancartes très visibles.

- de robinets d'incendie armés (RIA) répartis dans les locaux en fonction de leurs dimensions ; ils sont situés à proximité des issues et de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés contre le gel

[...]

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an

Constats :

Concernant les poteaux incendie, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des rapports de test de débit. S'agissant de poteaux situés hors du site et gérés par la collectivité, l'exploitant va procéder à une relance auprès du gestionnaire. Des justificatifs de relance ont été apportés à l'Inspection par courriel du 06/09/2025.

Concernant les deux réserves artificielles prescrites (120 et 250 m³), l'exploitant dispose uniquement d'une réserve de 360 m³ à l'entrée du site avec des raccords et une aire d'aspiration pour les services de secours. Une réserve (bâche souple) de 240 m³ est disponible à proximité de l'entrée du site, à moins de 400 m. Cette réserve est sous la responsabilité de la CCI.

Le SDIS a également connaissance d'une réserve incendie de 360 m³ sur le domaine public, à quelques centaines de mètres du site, pouvant être utilisé en cas d'incendie prolongé.

Les dispositifs de défense incendie sont donc présents mais sous une forme différente que les prescriptions de l'arrêté préfectoral. Par ailleurs, le dimensionnement des réserves en eau d'extinction d'incendie et des volumes de rétention pour les eaux d'extinction incendie ont été fait à partir de méthodes qui ont été mises à jour depuis les dossiers de l'exploitant. Il est donc attendu une mise à jour de ces données.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, sous un délai de quatre mois :

- un porter à connaissance relatif à la mise à jour de la stratégie et des moyens de défense incendie, avec tous les éléments d'appréciation comme l'actualisation du dimensionnement des besoins en eau de défense incendie (D9), des besoins en rétention des eaux d'extinction incendie (D9a) et la réception opérationnelle des moyens de secours par le SDIS de la Marne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Convention réserve incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/02/2015, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Convention réserve incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cas d'une mutualisation, avec le SYVALOM, de la réserve d'eau interne dédiée à la lutte incendie, une convention est mise en place pour définir les règles d'information et d'actions pour garantir l'entretien de la cuve et des points d'aspiration, l'accès et la disponibilité du volume d'eau à tout instant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection la convention d'interface entre l'unité de valorisation énergétique et agronomique et le centre de tri, et conditions d'accès et d'entretien aux moyens d'extinction incendie.</p> <p>Par sondage, l'Inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite